

LE FIGARO·fr

Mon Figaro

Face à la délinquance, la tentation de l'autodéfense

<http://www.lefigaro.fr/mon-figaro/2013/04/03/10001-20130403ARTFIG00581-face-a-la-delinquance-la-tentation-de-l-autodefense.php>



Dans ce quartier d'Idron (Pyrénées-Atlantiques), une pancarte indique que les riverains ont mis en place un dispositif de surveillance communautaire. *Crédits photo : Alain Guilhot/Alain Guilhot*

Habitants expulsant manu militari des dealers des halls d'immeuble, rondes de « voisins vigilants » traquant les cambrioleurs... Plus l'État cède du terrain face aux voyous des quartiers sensibles, plus les populations exposées ont tendance à remplacer les pouvoirs publics défaillants. À leurs risques et périls.

Habitants expulsant manu militari des dealers de halls d'immeuble, rondes de « voisins vigilants » traquant les cambrioleurs... Plus l'État cède du terrain face aux voyous, plus les

populations exposées ont tendance à remplacer les pouvoirs publics défaillants. À leurs risques et périls.

Des Français anonymes qui se font justice eux-mêmes? La chronique des faits divers en a toujours connu. Mais subrepticement, quelque chose est en train de changer, particulièrement dans les quartiers les plus exposés à la violence au quotidien. À Paris, Lille, Marseille, des habitants, las des trafics, des insultes et des menaces proférées au pas de leurs portes par des gamins qui se lèvent à midi, commencent à se rebeller. Parfois à leurs risques et périls.

Tout récemment, à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), **un riverain qui voulait chasser des vendeurs de haschich**¹ de son hall d'immeuble a été frappé à coup de bouteilles. «Pourquoi la police intervient-elle toujours quand le mal est fait?», s'indigne un élu de la ville. Les auteurs ont été interpellés le 15 mars dernier. Quatre jours plus tôt, la justice condamnait à Chennevières-sur-Marne (Val-de-Marne) deux jeunes hommes pour avoir rossé une habitante qui voulait les faire déguerpir.

Ancien syndicaliste policier devenu conseiller régional UMP de Seine-Saint-Denis, Bruno Beschizza pointe ce qu'il considère comme les faiblesses du système: «Si l'on continue à mentir aux Français en leur expliquant que les enjeux de sécurité ne sont qu'une question de moyens, en se contentant de saupoudrer quelques effectifs supplémentaires dans des secteurs définis à la hâte, on court tout droit vers des phénomènes d'autodéfense, parce que la population la plus délaissée n'en peut plus de l'impunité ambiante», assure-t-il.

Le «bâtiment du diable»

Son successeur à la tête du syndicat Synergie-officiers, Patrice Ribeiro, estime, quant à lui, que «ce qui s'est passé à Marseille le 27 septembre 2012 est symptomatique d'une dérive». Cette nuit-là, face à l'attentisme de la justice et du préfet, les riverains de la cité des Créneaux ont évincé manu militari des Roms qui squattaient en bas de chez eux et à qui ils imputaient des larcins et dégradations à répétition. «Rien n'aurait pu arrêter ces familles en colère. Des braves gens issus eux-mêmes de l'immigration», confie un ancien responsable local de la sécurité publique.

Il y eut un précédent. C'était en juin 2011, au temps de Claude Guéant. Belleville, le quartier populaire du nord de Paris, était devenu le théâtre de nombreux incidents entre populations immigrées. Un Chinois de 32 ans avait été passé à tabac. **Et tout le quartier asiatique est entré en ébullition**². «Je vous demande de ne pas faire de votre émotion le ressort d'une tension avec les autres communautés», avait lancé le ministre, d'une voix blanche, aux riverains déterminés.

En pleine campagne présidentielle...

Le spectre de l'autodéfense n'est pas une question de droite ou de gauche. Mais il est clair que, depuis quelque temps, le phénomène de la chasse aux dealers prend des proportions inhabituelles. En décembre 2012, les riverains du quartier du Colombier, à Bezons (Val-d'Oise), ont dû se rassembler à une centaine pour faire battre en retraite vendeurs de drogues et guetteurs. «Pour rentrer chez nous, il fallait montrer patte blanche!», se souvient un habitant. Au lendemain de cette victoire, même provisoire, un autre voisin s'exclamait: «On va combattre le terrorisme au Mali. Pourquoi ne pas combattre le terrorisme en bas de chez nous?»

Il y eut ensuite le cas de Wazemmes, un quartier de Lille où, mi-janvier, une cinquantaine de résidents se sont relayés pour occuper les couloirs de leur cité. Les clients de dealers, interloqués, ont alors rebroussé chemin. Mêmes scènes de mobilisation populaire à Sevrans (Seine-Saint-Denis). Là, toujours en janvier, les habitants de la cité des Marguerites ont occupé les parties communes de leur résidence et organisé des tours de ronde. On appelait cet immeuble le «bâtiment du diable». Les résidents ont dû s'occuper du nettoyage, du bon fonctionnement de l'électricité. De guerre lasse, le syndic avait démissionné.

« On va combattre le terrorisme au Mali. Pourquoi ne pas combattre le terrorisme en bas de chez nous ? »

Il faut dire que la loi Sarkozy visant à sanctionner les délinquants qui occupent de façon agressive les halls d'immeuble n'était plus guère appliquée par les magistrats. «La police a perdu tout point d'appui juridique pour intervenir efficacement dans ce type de conflits. Et ce n'est pas Mme Taubira qui va lui redonner les coudées franches!», déplore un représentant du syndicat de policiers Alliance.

Dans cette bataille, **les habitants d'une cité de Nanterre (Hauts-de-Seine) se sont également illustrés récemment**³. «On s'est donné rendez-vous à une quinzaine chaque soir, entre 18 heures et 21 heures, au pied des immeubles», explique un riverain. Selon lui, «il faut réagir tôt, avant que les dealers ne prennent leurs habitudes».

Malgré des opérations coup de poing médiatisées, le désengagement progressif de l'État est palpable sur le terrain. Auteur d'un rapport remarqué sur la lutte contre la récidive, le député UMP des Alpes-Maritimes, Éric Ciotti, l'affirme sans hésiter: «Les zones de sécurité prioritaires

(ZSP) de **Manuel Valls**⁴ ne sont que des outils de marketing qui masquent une misère vouée à s'aggraver aussi longtemps que la justice ne passera pas pour les voyous.»

Sous Nicolas Sarkozy, l'Intérieur avait encouragé la «participation citoyenne», promouvant le concept de «voisins vigilants». L'idée était d'impliquer les habitants des zones pavillonnaires notamment, pour qu'ils avertissent la police ou les gendarmes de ce qui leur semble suspect, tissant des liens de confiance avec les autorités. Une circulaire de Claude Guéant donnait même le mode d'emploi: «La surveillance des logements temporairement inhabités, le ramassage du courrier des vacanciers», mais aussi le signalement des «véhicules semblant en repérage», des «dégradations», des «incivilités».

En 2011, 29 départements avaient déjà expérimenté cette démarche, aussitôt qualifiée à gauche de «premier pas vers la constitution des milices». Mais cette politique se poursuit depuis l'arrivée de François Hollande à l'Élysée, particulièrement dans les zones gendarmerie. Par dizaines, les petits bourgs de province signent des «protocoles» avec la maréchaussée, de Saint-Aubin-d'Aubigné, en Bretagne, à Pugnac, en Gironde, où les habitants se disent lassés des cambriolages à répétition.

La vidéoprotection gagne du terrain

Même la très bourgeoise ville de Sceaux (Hauts-de-Seine) songe désormais à organiser un tel réseau dans ses parcs. Sceaux, où les cambriolages ont explosé en un an, selon son maire centriste, Philippe Laurent. Lui estime que «la formule des voisins vigilants donne de bons résultats si elle est bien encadrée».

Là où elle fonctionne, en tout cas, les cambriolages accuseraient des baisses de 20 % à 40 %, surtout si la commune installe parallèlement des caméras sur la voie publique. Mais cette tactique n'est pas du goût de tous. «La gendarmerie déserte les campagnes, et certains de nos chefs se comportent en VRP lorsqu'ils vont aussi promouvoir la vidéoprotection», s'agaçait récemment le président de l'association Gendarmes et Citoyens dans le quotidien Sud-Ouest.

Sur Internet, le site des voisins vigilants (www.voisinsvigilants.org)⁵, avec une séquence du JT de Jean-Pierre Pernaut en guise d'argumentaire, n'a jamais été autant consulté. On voit aussi fleurir en ligne des vidéos sur l'autodéfense féminine, basée sur les techniques du Krav Maga, ce sport de combat pratiqué par l'armée israélienne. À Paris, les cours dans cette discipline ne désemplissent pas.

Tout récemment, une grande chaîne publique diffusait un minidocumentaire consacré aux

réflexes d'autodéfense qui se développent chez les joggeuses, surtout depuis les viols à répétition de ces dernières années. On y voit une gendarmette préconiser que les sportives se munissent d'un sifflet pour faire fuir un éventuel assaillant.

Éric Ciotti, pour sa part, met en garde: «La vigilance est une précaution, mais l'autodéfense demeure un risque.» «L'autodéfense, déclare-t-il, c'est l'indicateur de l'incapacité de la puissance publique à assurer pleinement sa mission de sécurité. Qui passe elle-même par l'effectivité de la sanction pénale.» À l'entendre, Manuel Valls peut faire arrêter autant de délinquants qu'il veut, si la justice ne passe pas, les habitants qui vivent sous la loi des bandes continueront à courber l'échine ou à réagir comme ils peuvent.



Jean-Marc Leclerc

journaliste 21 abonnés

Liens:

- 1 <http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2013/03/16/97001-20130316FILWWW00329-chasses-d-un-hall-ils-frappent-le-riverain.php>
- 2 <http://www.lefigaro.fr/actualite-france/2011/06/29/01016-20110629ARTFIG00726-gueant-promet-la-securite-a-belleville.php>
- 3 <http://www.lefigaro.fr/actualite-france/2013/03/05/01016-20130305ARTFIG00665-nanterre-ils-delogent-des-dealers-de-leur-immeuble.php>
- 4 <http://plus.lefigaro.fr/tag/manuel-valls>
- 5 <http://www.voisinsvigilants.org/>
- 6 <http://www.lefigaro.fr/mon-figaro/2013/03/17/10001-20130317ARTFIG00187-marseille-un-pari-a-haut-risque-pour-manuel-valls.php>
- 7 <http://www.lefigaro.fr/actualite-france/2013/03/05/01016-20130305ARTFIG00665-nanterre-ils-delogent-des-dealers-de-leur-immeuble.php>
- 8 <http://www.lefigaro.fr/actualite-france/2013/04/01/01016-20130401ARTFIG00316-des-cameras-fixees-a-l-uniforme-des-policiers-et-des-gendarmes.php>
- 9 <http://www.lefigaro.fr/mon-figaro/2013/04/01/10001-20130401ARTFIG00308-rer-d-peur-sur-la-ligne.php>